

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 23 AVRIL 1908.

### Répression des abus dans le commerce des cafés.

---

*Pétitions de l'Union syndicale des négociants en denrées alimentaires, vins, spiritueux et tabacs, de Liège; de la Chambre de Commerce du Limbourg; de la Chambre de Commerce de Liège, présentées le 10 février, 7 avril, 6 mai et 15 juin 1907 (nos 2686, 2708, 2748 et 2796), demandant le vote d'une loi interdisant de teindre et d'enrober les cafés et d'importer en Belgique des cafés avariés et torréfiés, ou subsidiairement la liberté absolue du commerce de cette denrée.*

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1),  
PAR M. DALLEMAGNE.

---

**MESSIEURS,**

Dans le courant de 1905, de nombreuses pétitions, demandant la répression d'abus dans le commerce des cafés, furent adressées à la Chambre des Représentants.

Les abus que signalaient ces pétitions se produisaient :

1° Dans la torréfaction des cafés avariés, au moyen de laquelle on donnait à ces cafés, par des procédés de teinture et d'enrobage, l'aspect de café sain et de bonne qualité;

2° Dans l'importation des cafés torréfiés qui permettait, grâce aux procédés de teinture et d'enrobage, d'introduire plus facilement dans le pays des cafés avariés.

Ces pétitions furent renvoyées à la Commission de l'Industrie, qui chargea M. Trasenster de faire rapport.

---

(1) La Commission permanente de l'Industrie, présidée par M. DE WINTER, est composée de MM. MAENHAUT, secrétaire, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DE BECKER REMY, DUQUERSNE, FERON, FLÉCHET, HUBERT, HUDIN, VAN LANGENDONCK et VERHAEGEN.

Antérieurement à 1903, les abus dans le commerce des cafés avaient été dénoncés à la tribune de la Chambre et du Sénat par des orateurs de tous les partis.

Voici d'abord le résumé du rapport de M. Trassenster avec quelques explications :

« Les échantillons, *dit le rapporteur*, fournis à la Commission lui ont permis de vérifier l'exactitude de l'affirmation produite en ces termes par les pétitionnaires.

» Les résultats auxquels les falsificateurs sont arrivés, grâce au nettoyage, au lavage, à la désinfection chimique, à la teinture et à l'enrobage, sont vraiment surprenants. D'une marchandise répugnante, qu'on n'a pas qualifiée d'un mot trop dur à la Chambre en l'appelant une véritable saleté, ils arrivent, sans en modifier, du reste, la détestable qualité, à faire un produit d'aspect agréable et même flatteur à l'œil. Après cette trituration, il n'est plus possible, sans des connaissances spéciales et sans un examen minutieux, de déceler la véritable nature de ces cafés quand ils sont présentés en vente torréfiés.

» Unanime à constater le mal, la Commission a consacré plusieurs séances à l'examen des remèdes proposés; cet examen a soulevé dans son sein certaines divergences d'appréciations. »

En février 1904, au moment où les abus étaient signalés aux Chambres législatives, cette matière était régie par la loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires et, en ce qui concerne spécialement les cafés, par l'arrêté royal du 28 septembre 1891. La loi du 4 août 1890 donne au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour surveiller la préparation de ces denrées et empêcher la vente des substances alimentaires falsifiées ou contrefaites.

L'arrêté royal du 28 septembre 1891, pris en exécution de la loi, interdisait de vendre sous la dénomination de cafés « des substances autres, mélangées » ou non avec du café ou avec des éléments constitutifs de celui-ci et se trouvant soit en poudre soit en grains d'aspect semblable à celui de cette denrée ».

Cette disposition permettait-elle d'interdire la vente des cafés colorés et enrobés au moyen de matières étrangères?

Un nouvel arrêté royal du 30 novembre 1898 vint écarter la question en légitimant les manipulations dont il s'agit.

Cet arrêté ajoute à l'arrêté de 1891 la disposition suivante :

« Toutefois on tolérera la coloration du café à l'aide de matières inoffensives, de même que l'enrobage à l'aide de matières grasses alimentaires ou de sucre, à la seule condition que la proportion de substances étrangères ainsi ajoutées au café ne dépasse pas 1 % du poids total de la denrée.

» Le café apprêté à l'aide de matières inoffensives autres que les colorants, les matières grasses alimentaires et le sucre, par exemple à l'aide de gomme laque, pourra être vendu, exposé en vente, détenu ou transporté pour la

» vente ou la livraison sous une étiquette, indiquant, en caractères bien  
 » apparents, la nature de la substance ajoutée; par exemple : *café laqué*.  
 » L'enrobage au moyen d'hydrocarbures (vaseline, paraffine, etc.) est  
 » déclaré nuisible à la santé et partout interdit. »

« Cet arrêté légitime légalement l'enrobage et le maquillage des cafés, mais  
 » la prescription relative à l'étiquetage ne fut guère observée, — ce contrôle  
 » étant pratiquement impossible.

» L'existence des abus constatés ne permettait donc pas de considérer la  
 » législation comme suffisante.

» Plusieurs remèdes furent proposés :

» 1° Le premier fut d'empêcher l'importation des cafés avariés, crus ou  
 » torréfiés en exerçant une surveillance sévère sur les arrivages.

» Mais il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de cafés avariés pro-  
 » viennent du triage des cafés bruts mal soignés, et qu'il serait impossible  
 » d'en empêcher l'entrée;

» 2° Le second remède consisterait à interdire la coloration et l'enrobage  
 » des cafés.

» Cette interdiction, qui suppose la surveillance des ateliers de torréc-  
 » tion où se pratique l'enrobage, devrait être complétée d'après les intéressés  
 » par l'interdiction de l'entrée des cafés enrobés ou, ce qui serait plus pra-  
 » tique, par l'interdiction de l'entrée des cafés torréfiés.

» Comme conclusion, la Commission de 1903 a repoussé l'interdiction de  
 » l'enrobage par 3 voix contre 3 et une abstention. »

L'enrobage par des matières grasses alimentaires, pratiqué même dans les  
 ménages dans le but de conserver l'arôme du café torréfié, a paru offrir peu  
 d'inconvénients. Par contre, la Commission de 1903 a été unanime pour  
 réclamer l'application rigoureuse des dispositions interdisant l'enrobage par  
 des substances nuisibles à la santé.

Par 6 voix contre 1 elle s'est déclarée favorable à l'interdiction de la tein-  
 ture des cafés au moyen de matières colorantes et elle s'est montrée disposée  
 à se rallier en majorité à l'interdiction de l'enrobage au moyen de gomme  
 laque et de matières non assimilables.

Il n'y a pas eu de vote sur l'importation des cafés torréfiés.

Au rapport de M. Trasenster était annexé une note de la minorité.

Un membre de la Commission, n'ayant pas cru pouvoir se rallier aux con-  
 clusions du rapport, fit connaître dans cette note les motifs de son vote  
 négatif :

1° Ce membre fait observer que le Gouvernement et le commerce en  
 général attendent les meilleurs résultats de la loi du 18 février 1903 qui  
 dégrève le café cru et réduit à 10 francs par 100 kilogrammes le droit d'en-  
 trée sur le café torréfié.

Cette loi, promulguée en février 1903, n'entre en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier  
 1904. Il convient donc d'attendre qu'elle ait produit les *résultats décisifs*  
 avant de pouvoir juger si une modification ultérieure s'imposera.

2° La quantité de cafés torréfiés importée en Belgique pendant les années 1900, 1901 et 1902, ne représente par année que 3.17 % de la quantité totale importée pendant la même période. Et tout porte à croire que l'importation des cafés torréfiés diminuera jusqu'au point d'être à peu près nulle.

Donc inutile d'interdire l'importation des cafés torréfiés, elle s'annulera d'elle-même. (Nous reviendrons plus loin sur ce point.)

3° Les lois et arrêtés en vigueur semblent armer suffisamment le Gouvernement contre les fraudes et les tromperies qui se pratiquaient sur le café torréfié.

4° Quant à la coloration et l'enrobage des cafés, dont les pétitionnaires demandent l'interdiction, c'est là une opération inoffensive, autorisée par la loi et surveillée en Belgique par les agents du Gouvernement et pratiquée dans tous les pays. Elle consiste à donner aux fèves une certaine couleur, un glaçage et une belle apparence, par l'addition *au moment de la torréfaction*, d'une très minime quantité de matières colorantes ou d'autres produits similaires fixés par arrêté royal.

Les cafés bien enrobés et torréfiés ont le double avantage de conserver plus longtemps leurs qualités naturelles et mieux répondre aux exigences des acheteurs.

Pour ces motifs le membre de la minorité ne considère pas comme suffisamment justifiée la demande d'interdire la teinture et l'enrobage des cafés et, tout en demandant que le Gouvernement et la justice prennent les mesures nécessaires pour empêcher l'importation, la détention ou la vente des cafés crus et torréfiés, qui seraient manifestement gâtés ou malsains, provenant soit de sauvetages d'incendies ou de chargements ou parties de chargements de cafés sombrés ou devenus impropres à la consommation, il a cru devoir voter contre les conclusions du rapport.

Les conclusions de la Commission de 1903 ne furent suivies d'aucune mesure législative. Elles n'en indiquaient, du reste, aucune. Mais le Gouvernement, tenant compte des observations contenues dans le rapport, estima suffisant d'user de son droit de réglementation.

Le 30 novembre 1904 fut pris un arrêté royal modifiant l'article 1 de l'arrêté royal du 30 novembre 1898. Cet arrêté royal du 30 novembre 1904 limitait à 1 % le dosage des substances servant à l'enrobage ou à la coloration des cafés. Le nouvel arrêté royal supprimait cette limitation, mais rendait obligatoire l'indication sur une étiquette des substances quelconques, alimentaires ou non, employées à l'enrobage des cafés.

Cet arrêté royal fut suivi d'une circulaire ministérielle du 2 décembre 1904 adressée au Service de l'Inspection. Elle disait :

« L'arrêté royal du 30 novembre 1898 tolérait sans condition la vente du » café coloré et du café enrobé à l'aide de matières grasses alimentaires ou » de sucre dès que la proportion des substances ajoutées ne dépassait pas » 1 % du poids de la denrée. L'arrêté du 30 novembre 1904 met fin à cette » tolérance.

» Désormais, tout café apprêté à l'aide de colorant ou de matières quel-

» conques, même de matières alimentaires et en quelque proportion que ce soit, ne pourra être mis dans le commerce qu'accompagné d'une étiquette indiquant la nature de la substance ajoutée.

» Le motif de l'adoption de cette mesure est que la coloration et l'enrobage ont le plus souvent pour but de masquer les tares de la denrée et que par là ces pratiques deviennent suspectes d'une façon générale, alors même que les matières utilisées sont inoffensives ou alimentaires.

» Les plaintes relatives aux abus de la teinture et de l'enrobage des cafés ont trouvé des échos aux Chambres législatives, où l'on a invoqué de sérieuses raisons pour demander l'interdiction de ces apprêts.

» *Avant de proposer aux Chambres des mesures radicales, le Gouvernement a jugé utile de faire usage de son droit de réglementation et d'essayer de parer au mal en soumettant à des conditions strictes la vente des cafés enrobés.* »

La législation qui régit le commerce des cafés comprend donc aujourd'hui les lois et arrêtés suivants :

1° La loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires ;

2° L'arrêté royal du 28 septembre 1891 interdisant de vendre sous la dénomination de cafés des substances diverses autres que le café, mélangées ou non avec le café, ou avec les éléments constitutifs de celui-ci.

Cette disposition, peu explicite au sujet de l'enrobage et de la coloration des cafés, laissait planer un doute sur la légitimité de ces opérations ;

3° L'arrêté royal du 30 novembre 1898 permettant la coloration de même que l'enrobage, à l'aide de matières alimentaires, mais à la condition que les matières étrangères ne dépassent pas 1 % du poids total de la denrée ;

4° L'arrêté royal du 30 novembre 1904 supprimant cette limitation de 1 %, mais rendant obligatoire l'étiquette indiquant les substances même alimentaires employées à l'enrobage ou à la coloration ;

5° La circulaire ministérielle du 2 décembre 1904, commentant et justifiant l'arrêté royal ci-dessus, qui, d'après la dernière phrase de la circulaire, paraît être un essai tenté avant de proposer des mesures radicales.

Voilà le résultat auquel ont abouti les pétitions des commerçants de café et les déclarations de la Commission de l'Industrie.

Ce résultat a-t-il été de supprimer ou diminuer dans une mesure satisfaisante les abus dont se plaignaient les pétitionnaires de 1903.

Voilà la première question à résoudre.

Si la réponse est négative, une seconde question se pose : Quelles sont les mesures à proposer au Gouvernement et à la législature pour remédier à ces abus.

### 1<sup>re</sup> Question.

Les pétitions, qui sont soumises en ce moment (1908) à la Commission de l'Industrie, reproduisent toutes les doléances des pétitions de 1903.

D'après les pétitionnaires, la situation a empiré plutôt que de s'améliorer.

Le remède, disent-ils, est factice :

Les étiquettes ne sont pas appliquées, le service d'inspection est impuissant à faire respecter les prescriptions de l'arrêté.

Il est nécessaire de bien spécifier ce que l'on entend par coloration et enrobage.

Il y a d'abord une certaine coloration qui s'opère quelquefois sur certains *cafés crus* et qui a pour but de communiquer une teinte jaune uniforme à certains cafés qui manquent de couleur. Ce n'est pas spécialement cette manipulation que visent les pétitionnaires.

Cependant, il ne faudrait pas croire que la coloration du café cru s'opère toujours à l'aide de matières inoffensives ou à l'aide de matières végétales : c'est précisément à la coloration des cafés crus que l'on a employé parfois du chromate de plomb, ou du chromate de zinc mélangé avec de la plombagine ou avec du bleu de Prusse! Quant à la coloration à l'aide de matières inoffensives, on pourrait même, pour celle-là aussi, invoquer de bonnes raisons pour l'interdire : elle est souvent pratiquée pour masquer soit une avarie soit une qualité inférieure.

Il ne faudrait donc pas conclure que cette coloration des *cafés crus* n'est incriminée par personne.

Mais ce que visent avant toute chose les pétitionnaires, c'est la teinture et l'enrobage des *cafés torréfiés*.

Cette opération se pratique le plus souvent sur des cafés plus ou moins avariés et *toujours* dans le but de donner à la marchandise l'aspect d'un produit de plus grande valeur.

En les torréfiant, on y ajoute à chaud une matière qui se fixe sur les grains et leur donne uniformément un aspect meilleur, soit une matière grasse (beurre, margarine, graisse de coco, huile végétale, blanc de baleine), soit un hydrocarbure (paraffine, vaseline), soit une matière gommeuse (gommeline, dextrine, gomme adragante), soit une matière gélatineuse (colle forte), soit une matière résineuse (gomme laque, copal, résine ordinaire); souvent on y ajoute, comme colorant, de l'oxyde ferrique (ocre rouge, terre de Sienna brûlée, sanguine, tête morte, colcotar).

C'est cet enrobage ou cette teinture enrobée qui est surtout incriminée et dont les pétitionnaires demandent spécialement l'interdiction.

« Des milliers de balles de cafés avariés par l'eau de mer, épuisés, moisissés, »  
» ont été introduites à Anvers, disent les pétitionnaires. Ces denrées frelatées »  
» se sont répandues dans tout le pays et ont été vendues sans la moindre »  
» étiquette, de telle sorte que l'arrêté royal du 10 décembre 1904 a eu pour »  
» effet de placer les négociants honnêtes, désireux d'observer les règlements, »  
» dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de leurs concurrents moins »  
» scrupuleux. Partout les produits sains doivent céder aux denrées avariées, »  
» à raison du bas prix de ces dernières, dont l'aspect séduisant masque les »  
» défauts. »

Le café avarié par l'eau de mer est, en effet, toujours plus ou moins épuisé, c'est-à-dire appauvri en principes solubles dans l'eau, notamment en caféïne, l'élément constitutif le plus important, par suite du lavage subi au contact de la dite eau.

Il convient de remarquer que ces cafés avariés, ainsi introduits à Anvers, ont subi un triage, que seules les parties encore plus ou moins propres à la consommation, mais en tout cas de qualités inférieures, ont été livrées au commerce intérieur, et enfin que les vendeurs ont été invités à faire connaître aux acheteurs la qualité du café avarié.

Pour justifier leurs réclamations les pétitionnaires citent les faits suivants :

« M. le Ministre de l'Agriculture ayant, le 25 novembre 1905, soumis au » Conseil supérieur d'hygiène publique des échantillons de cafés avariés » introduits en quantités importantes en Belgique, celui-ci déclarait en son » avis en date du 22 février 1906 que certains échantillons « *présentaient* » *les caractères d'une profonde avarie. Leur couleur était noire ou noirâtre.* » *Ils répandaient une odeur fétide, écœurante. Les grains étaient couverts de* » *moisissures qui, non seulement s'étaient étalées à la surface des grains, mais* » *s'élevaient jusqu'au goulot des flacons. Beaucoup de grains étaient désa-* » *grégés et transformés en une sorte de bouillie ou pâte humide, qui adhérerait* » *aux parois du flacon.* »

» Tel est le café avarié à l'état naturel. Nous pouvons affirmer qu'il n'est » pas un consommateur qui accepterait une pareille denrée. Cependant la » torréfaction ne suffit pas à lui donner un aspect présentable. D'autres » manipulations sont nécessaires. La teinture et l'enrobage pourront seuls » lui enlever ces caractères repoussants. »

Il convient de remarquer que la description qui précède se rapporte à certains échantillons de cafés avariés prélevés au moment de leur entrée en Belgique, par conséquent avant triage et non pas au café avarié en général.

Mais les pétitionnaires ajoutent :

« Or, si parfois le café avarié n'est pas nuisible à l'état naturel, il » le devient toujours à la suite de ces manipulations. Ici encore notre » affirmation s'appuie sur un avis du Conseil supérieur d'hygiène publique » en date du 26 novembre 1901. Résumant les résultats de l'analyse d'un » échantillon de cafés avariés, le Conseil supérieur s'exprime de la manière » suivante :

» *C'était un véritable rebut, mélange de fèves irrégulières, pourries,* » *de couleur grise ou noire, en grande partie moisies, présentant une* » *odeur désagréable, qui devenait presque insupportable au mouillage.* » *Leur coloration artificielle, habilement pratiquée à l'aide d'un mélange* » *de plombagine et de chromate de plomb, leur donnait un aspect de très* » *grande régularité. Il fut établi entre autres choses que cette marchandise* » *torréfiée cédait à l'infusion des quantités appréciables de sel de plomb.* »

» Tel est le café avarié quand il est livré à la consommation.

» Le chromate de plomb est compris dans les substances réputées » toxiques par l'arrêté ministériel du 17 juin 1891. C'est uniquement par » l'incorporation de ces divers ingrédients que l'on parvient à enlever au » café avarié son aspect repoussant.

Il y aurait peut-être quelque exagération à dire que le café avarié est géné-

*ralement nuisible* à l'état naturel, et qu'il l'est *toujours* à la suite des manipulations de teinture et d'enrobage qu'on lui fait subir nécessairement. En effet, le café avarié est d'habitude trié avant d'être vendu et, d'autre part, les colorants employés pour la teinture et l'enrobage des cafés verts et des cafés torréfiés ne sont pas toujours des corps toxiques.

Mais il n'en est pas moins vrai que le consommateur n'a aucune garantie sur la façon plus ou moins scrupuleuse dont est fait ce triage et que, d'autre part, la teinture et l'enrobage constituent en tout cas un acte de concurrence déloyale, puisqu'ils ont *au moins* pour but de masquer une avarie plus ou moins prononcée ou une qualité inférieure.

Le 17 avril 1905 les pétitionnaires (Union syndicale des négociants en denrées alimentaires, etc., de Liège) adressèrent une nouvelle requête à M. le Ministre de l'Agriculture pour lui demander d'abroger tous les arrêtés royaux réglant le commerce des cafés et de rendre ainsi une liberté complète au commerce des cafés. « La lutte en serait plus aisée contre une » concurrence déloyale ». Mais M. le Ministre de l'Agriculture ne crut pas pouvoir faire droit à cette demande.

Voici au sujet de l'observation des prescriptions de l'arrêté du 30 novembre 1904 les renseignements officiels qui m'ont été donnés par le Ministre de l'Agriculture dans la lettre du 7 mars 1908 :

« Désireux de m'éclairer sur le point de savoir si la prescription imposée » par l'arrêté du 30 novembre 1904 était suffisamment observé j'ai, au mois » de juillet dernier, prié Messieurs les inspecteurs du commerce des denrées » alimentaires de se livrer à des investigations à cet égard et de me faire » connaître dans leurs rapports mensuels quel nombre de lots de cafés » torréfiés ils avaient examiné et combien de ces lots teints ou enrobés » étaient munis de l'étiquette réglementaire. Les rapports des inspecteurs » contiennent les indications suivantes :

#### PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION.

» L'enrobage des cafés se pratique sur une grande échelle; les prescriptions réglementaires sont généralement *mal observées*.

#### 2<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION.

» 57 échantillons de cafés ont été observés :  
 » 24 ont été trouvés naturels,  
 » 6 enrobés avec étiquette,  
 » 27 enrobés sans étiquette.

#### 3<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION.

» 130 échantillons ont été examinés.  
 » 86 étaient enrobés; la plupart de ces derniers n'étaient pas munis de » l'étiquette prescrite. Beaucoup de débitants, surtout à la campagne, ignorent la prescription imposée par l'arrêté royal du 30 novembre 1904.

## 4° CIRCONSCRIPTION.

» Sans citer de chiffres à l'appui, l'inspecteur fait connaître que la disposition précitée est bien observée par le commerce en gros, peu observée par le commerce demi-gros, et *très mal, pour ne pas dire du tout*, par le commerce de détail.

## 5° CIRCONSCRIPTION.

» L'inspecteur n'a rencontré dans ses tournées que très peu de cafés enrobés ou lustrés.

## 6° CIRCONSCRIPTION.

» L'inspecteur a examiné environ 620 lots de café.  
 » 19 étaient enrobés et portaient l'étiquette.  
 » 65 étaient enrobés et ne portaient pas d'étiquette.  
 » L'inspecteur ajoute que les boutiquiers pèchent plutôt par ignorance que par mauvais vouloir.

## 7° CIRCONSCRIPTION.

» Plus de 700 lots de café ont été examinés :  
 » 20 avaient subi l'enrobage dont 11 étaient exposés sans étiquette ;  
 » Pour 5 d'entre eux l'étiquette était tombée ou mal placée.

## 8° CIRCONSCRIPTION.

» 185 lots ont été examinés.  
 » 36 étaient enrobés et portaient l'étiquette.  
 » 26 étaient enrobés et ne portaient pas d'étiquette.

## 9° CIRCONSCRIPTION.

» L'inspecteur n'a rencontré que 4 cafés enrobés et ne portant pas d'indication.  
 » En général, les cafés laques et colorés ont une vente très restreinte dans cette circonscription.

## 10° CIRCONSCRIPTION.

» 150 lots ont été examinés ; à part 8, tous étaient naturels.  
 » De ces 8 lots de cafés enrobés, 2 n'étaient pas munis de l'étiquette prescrite.

## 12° CIRCONSCRIPTION.

» L'inspecteur n'a pas rencontré un seul café enrobé sur une cinquantaine de lots examinés.  
 » En résumé, la situation paraît satisfaisante dans sept circonscriptions sur douze.  
 » Dans cinq d'entre elles, le nombre de cafés enrobés vendus sans étiquette est assez élevé. »

La situation est donc la même qu'en 1903. L'arrêté royal pris en dernier lieu n'a pas donné de résultat satisfaisant. Le service d'inspection ne peut être partout à la fois. Les étiquettes ne sont pas apposées, ou bien on les laisse tomber volontairement ou par négligence.

Donc la réponse à la première question : *Le résultat auquel devait aboutir la législation perfectionnée par l'arrêté royal du 30 novembre 1904 et la circulaire ministérielle du 2 décembre 1904, a-t-il été de supprimer ou de diminuer les abus dont se plaignaient les pétitionnaires de 1903, cette réponse EST NÉGATIVE.*

*Les abus, dont se plaignaient les pétitionnaires, n'ont été ni supprimés, ni même diminués d'une façon satisfaisante.*

## 2<sup>e</sup> Question.

Quelles sont les mesures à proposer au Gouvernement ou à la législature pour remédier aux abus signalés dans le commerce des cafés?

Le 6 mars 1907, M. Maenhaut adressait à M. le Ministre de l'Agriculture la question suivante :

« Des abus réellement scandaleux se commettent journallement dans le commerce des cafés avariés, teintés et enrobés. Ce mal perdure, quoique signalé dans cette Chambre depuis 1903.

» M. le Ministre ne compte-t-il pas interdire absolument de teindre et d'enrober les cafés et d'importer en Belgique des cafés avariés et, par voie de conséquence, des cafés torréfiés ».

M. le Ministre de l'Agriculture répondit à la séance du 12 mars 1907 :

« L'interdiction absolue de la teinture et de l'enrobage ainsi que celle de la vente ou, au moins, de l'importation des cafés torréfiés ne pourrait être décrétée que par une loi nouvelle.

» Il est à noter que l'importation des cafés torréfiés, qui s'élevait à 1,932,121 kilogrammes, en 1903, n'a été que de 293,445 kilogrammes, en 1906, contre 53,702,643 kilogrammes de cafés non torréfiés.

» L'honorable M. Maenhaut semble se faire illusion sur les dangers que présenterait, au point de vue de la santé publique, le commerce des cafés avariés.

» L'avarie des cafés n'est souvent qu'une altération légère ayant pour unique effet d'influencer la qualité de cette denrée sans en compromettre la salubrité à l'état torréfié.

» Les cafés avariés au point d'être gâtés ou corrompus ne peuvent être livrés au commerce. »

De la réponse de M. le Ministre il résulte :

1<sup>o</sup> Qu'il faut une loi nouvelle pour interdire la teinture et l'enrobage ainsi que l'importation des cafés torréfiés. Il ne peut être question d'interdire la vente de ces derniers.

La nécessité d'une loi spéciale résulte des termes de la loi du 4 août 1890,

par laquelle le Gouvernement est seulement autorisé à *réglementer* le commerce des denrées alimentaires et à *interdire* dans leur préparation l'usage de *substances nuisibles à la santé*. Les arrêtés royaux actuellement en vigueur interdisent la coloration ou l'enrobage des cafés à l'aide de matières nuisibles; on ne peut aller plus loin, dans cette voie, en vertu des pouvoirs définis par la loi du 4 août 1890.

2° Le Ministre fait observer que l'importation des cafés torréfiés diminue chaque année et sera bientôt nulle.

La conclusion qui ressort de cette déclaration c'est qu'il est inutile d'interdire l'importation des cafés torréfiés. Elle disparaîtra d'elle-même.

Les pétitionnaires répliquent :

Si on interdit l'enrobage et la teinture, sans interdire l'importation des cafés torréfiés, *les nombreuses fabriques pour la torréfaction des cafés installées dans notre zone frontière par des étrangers* (que signalait le rapport de M. Trasenster), se transporteront de l'autre côté de la frontière et continueront à importer leurs produits en Belgique. Le bénéfice sera réduit de 10 francs par 100 kilos, mais restera quand même rémunérateur.

Donc, l'interdiction de l'enrobage et de la teinture, sans interdiction de l'importation, est une mesure illusoire qui sera sans effet.

D'après les intéressés, les cafés avariés se vendent à des prix variant entre. . . . . 50 à 60 fr. les 100 kil.

La torréfaction peut coûter . . . . . 15 fr. les 100 kil.

Prix de revient . . . . . 65 à 75 fr. les 100 kil.

Droit d'entrée en Belgique. . . . . 10 fr.

Prix de revient en Belgique . . . . . 75 à 85 fr. les 100 kil.

Tandis que le café de qualité ordinaire torréfié sans falsification coûte comme prix moyen . . . . . 125 fr. les 100 kil.

Différence . . . . . 40 à 50 fr. les 100 kil.

On voit que l'opération reste fructueuse.

3° M. le Ministre fait remarquer que l'avarie des cafés n'est pas nuisible à la santé publique, après qu'ils ont été torréfiés.

Personne ne dit le contraire. Les cafés avariés sans teinture, ni enrobage, ne sont pas dangereux, d'abord parce que la cuisson fait disparaître les germes nuisibles et ensuite parce que torréfiés sans teinture ni enrobage, ils ne trouveraient pas acheteurs.

4° M. le Ministre déclare que les cafés avariés au point d'être gâtés et corrompus ne peuvent être livrés au commerce.

Cette défense est probablement observée pour ce qui concerne les cafés crus, mais ce n'est pas de ceux-là qu'on se plaint, ceux dont on se plaint, ce sont des cafés avariés, peut-être pas assez corrompus pour être rejetés par l'administration ou qu'on acquiert en fraude à l'insu de l'Administration, et qui, transformés en cafés torréfiés de bon aspect, sont livrés au commerce.

### Conclusions.

Les conclusions se dégagent facilement de ce qui précède.

Tous les essais de législation tentés jusqu'à ce jour n'ont abouti à rien d'entièrement satisfaisant. Le mal n'a guère été atténué.

Un remède plus efficace consisterait en l'interdiction de l'enrobage et de la teinture des cafés crus ou torréfiés.

Mais cette interdiction serait un remède illusoire si on n'y joint l'interdiction de l'importation des cafés torréfiés, parce que la torréfaction rend très difficile, sinon impossible, la preuve de l'enrobage et de la teinture, qui se pratiquerait alors au delà de nos frontières au lieu de se faire sur notre sol.

S'il en était autrement, c'est-à-dire si les méthodes d'analyse permettaient de discerner facilement et rapidement si tel café est teinté ou enrobé, la prohibition de l'importation des cafés torréfiés n'aurait plus de raison d'être.

Tant qu'il n'en est pas ainsi, la prohibition de l'importation paraît être le corollaire de l'interdiction de l'enrobage et de la teinture, à moins de rendre l'importation très difficile par l'élévation du droit d'entrée en le portant par exemple de 10 à 25 francs les 100 kilogrammes.

Si l'on ne veut pas recourir à ces mesures, les pétitionnaires demandent qu'on supprime toute législation et qu'on laisse le commerce des cafés libre et sans contrôle. Ce serait la liberté de la fraude, mais aussi les acheteurs seront avertis qu'ils doivent se protéger eux-mêmes.

\*  
\* \*

Les votes des membres de la Commission de l'Industrie, présents à la séance, se sont répartis de la manière suivante :

1° L'interdiction de l'importation des cafés torréfiés a été repoussée par 7 voix contre 1 abstention;

2° L'interdiction absolue de l'enrobage et de la teinture a été rejetée par parité de voix : 4 contre 4.

Mais la Commission a été unanime pour prier le Gouvernement de prendre les mesures les plus rigoureuses pour faire observer les prescriptions et pour réprimer les fraudes et les falsifications.

*Le Rapporteur,*  
JULES DALLEMAGNE.

*Le Président,*  
JEAN DE WINTER.

## NOTE DE LA MINORITÉ.

---

Les motifs qui, en 1904, ont empêché la minorité à se rallier aux conclusions de la Commission permanente de l'Industrie, continuent à exister.

Les prévisions de la minorité au sujet des résultats favorables que la loi du 18 février 1903 devait produire, se sont réalisées et l'empêchent d'accepter les conclusions formulées au rapport qui précède.

Tous les membres de la Commission sont d'accord qu'il est nécessaire, dans l'intérêt général et de l'hygiène publique, de réprimer sévèrement et d'empêcher le plus possible, les fraudes et les tromperies auxquelles le commerce des cafés pourrait donner lieu. Mais la minorité considère que les lois et les arrêtés en vigueur arment le Gouvernement et la justice, de manière à pouvoir, moyennant une énergique application, réprimer efficacement, sinon complètement, les abus dont se plaignent les pétitionnaires, qui semblent exagérer le mal, en effet.

Comme la minorité de la Commission le fit observer en 1904, les cafés bien enrobés et torréfiés ont le double avantage de conserver plus longtemps leur arôme et leurs qualités naturelles, et qu'ainsi ces cafés répondent mieux aux préférences et aux exigences des acheteurs, dont, quoi qu'on fasse, le commerce et l'industrie en Belgique et ailleurs sont obligés de tenir compte, plutôt que de les discuter ou de les combattre.

\* \* \*

Quant aux résultats favorables produits par la loi du 18 février 1903 et par la surveillance exercée par le Gouvernement sur l'exécution des lois et des arrêtés en vigueur, il résulte des renseignements officiels qui précèdent, qu'en général, les dispositions prescrites sont bien observées par le commerce en gros et que la torréfaction et l'enrobage des cafés se pratiquent de plus en plus dans quelques grandes usines, qui en font une spécialité et où, pourtant, la surveillance serait facile et efficace.

Si l'application des étiquettes sur le café enrobé exposé en vente est moins observée par le commerce de détail, c'est plutôt par ignorance que par mauvaise foi. Beaucoup de débiteurs, surtout à la campagne, ignorent les prescriptions imposées, et il suffirait sans doute de plus de publicité aux prescriptions de l'arrêté royal du 20 novembre 1904 pour atteindre le but désiré.

Au surplus, si les prescriptions qui réglementent la torréfaction, l'enrobage, la teinture, l'exposition et la vente du café ne sont pas suffisantes ou inefficaces, il appartient au Gouvernement d'en prescrire d'autres, de nature à faire cesser les abus ou les fraudes qui seraient constatés.

Il importe, tous les membres de la Commission sont d'accord sur ce point, de protéger le commerce honnête et, le cas échéant, de punir ceux qui ont recours à des moyens frauduleux ou contraires à l'hygiène et à la santé publique.

\* \* \*

Quant aux cafés avariés d'eau de mer ou provenant d'incendies, dont la proportion ne paraît d'ailleurs pas même atteindre de loin 1 % de la quantité des cafés sains consommés en Belgique, ces cafés sont toujours ou presque toujours vendus publiquement pour compte des assureurs. Par le fait même, ils sont signalés à l'attention des agents chargés de la surveillance des denrées alimentaires.

Le Gouvernement est donc suffisamment armé sous ce rapport.

\* \* \*

Il en est de même des cafés avariés importés en Belgique. Le Gouvernement possède les moyens nécessaires pour empêcher que des cafés manifestement mauvais soient admis dans le pays, ou passent dans la consommation. Il appartient au Gouvernement de prescrire un contrôle sévère et de faire exécuter la loi et les arrêtés en vigueur.

\* \* \*

Les pétitionnaires ont, en outre, et plus spécialement, demandé l'interdiction absolue d'importer en Belgique des *cafés torréfiés*.

Cette interdiction semble indispensable aux vues des pétitionnaires et paraît être le but principal de leurs demandes.

Il s'agit là cependant d'une mesure d'une extrême gravité, qui aurait pour les consommateurs de café en Belgique, c'est-à-dire pour la presque totalité des habitants, des conséquences qui se résumeraient en un monopole du café torréfié en Belgique et une hausse presque certaine du prix du café consommé dans notre pays.

\* \* \*

Quoi qu'il en soit, il importe de constater que la loi du 18 février 1903, (dégrevant complètement de droits le café cru, réduisant ceux du café torréfié de 15 francs à 10 francs par 100 kilogrammes), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1904 a eu pour conséquence d'augmenter l'importation du café cru, et de diminuer celle du café torréfié, dans des proportions considérables, en effet.

Voici, d'après la statistique officielle, la quantité et la valeur des *cafés crus importés en Belgique* pendant la période des quatre dernières années (1900 à 1903) que cet article était frappé de 10 francs par 100 kilogrammes de droits de douane.

**Cafés non torréfiés importés en Belgique.**

1900 . . . . .	23,129,517 kil.,	valeur	30,155,000 francs.
1901 . . . . .	30,984,258	—	31,702,000 —
1902 . . . . .	29,678,145	—	29,678,000 —
1903 . . . . .	21,617,021	—	21,617,000 —
<b>TOTAL.</b> . . . .	<b>107,408,941 kil.,</b>	<b>valeur</b>	<b>113,152,000 francs.</b>

Soit par année, une moyenne de 26,852,235 kilogrammes de *cafés non torréfiés*, d'une valeur moyenne de 28,288,000 francs, importés pendant les années 1900 à 1903.

\* \*

Pendant la période des quatre années 1904-1907, la quantité de *cafés non torréfiés* importée en Belgique en franchise de droits, s'est élevée, savoir :

**Cafés non torréfiés importés en Belgique.**

1904 . . . . .	69,555,967 kil.,	valeur	71,295,000 francs.
1905 . . . . .	43,046,421	—	46,173,000 —
1906 . . . . .	53,702,643	—	53,860,000 —
1907 . . . . .	113,368,269	—	113,959,000 —
<b>TOTAL.</b> . . . .	<b>281,673,300 kil.,</b>	<b>valeur</b>	<b>287,287,000 francs.</b>

Soit par année, une moyenne de 70,418,325 kilogrammes de *cafés non torréfiés*, d'une valeur de 71,821,750 francs, importés en Belgique, pendant la période 1904-1907, c'est-à-dire depuis la suppression des droits de douane.

\* \*

Comparons à ces quantités celles de *cafés torréfiés* importés en Belgique pendant les deux mêmes périodes de quatre années.

**Cafés torréfiés importés en Belgique de 1900 à 1903 aux droits de 13 francs par 100 kilogrammes.**

1900 . . . . .	1,107,834 kil.,	valeur	1,329,400 francs.
1901 . . . . .	1,661,460	—	1,861,000 —
1902 . . . . .	1,919,533	—	2,495,000 —
1903 . . . . .	1,931,695	—	2,511,000 —
<b>TOTAL.</b> . . . .	<b>6,620,522 kil.,</b>	<b>valeur</b>	<b>8,196,400 francs.</b>

Soit par année, une moyenne de 1,655,130 kilogrammes de *cafés torréfiés*, d'une valeur de 2,049,100 francs, importés en Belgique pendant les années 1900 à 1903.

\* \*

Après la réduction des droits de douane de 13 à 10 francs par 100 kilogrammes, la quantité des *cafés torréfiés importés en Belgique* a été de :

1904 . . . . .	472,844 kil., valeur	615,000 francs.
1905 . . . . .	286,263 —	372,000 —
1906 . . . . .	293,445 —	581,000 —
1907 . . . . .	178,767 —	232,000 —
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>1,231,319 kil., valeur</b>	<b>1,600,000 francs.</b>

Soit par année, une moyenne de 307,830 kilogrammes de *cafés torréfiés*, d'une valeur de 400,000 francs, importés en Belgique pendant les années 1904-1907.

\* \*

De ce qui précède il résulte que la loi du 18 février 1903, mise en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1904, a produit d'excellents résultats, car de 26,832,235 kilogrammes de *cafés non torréfiés* qu'elle était pendant la période 1900-1903, c'est-à-dire avant l'abolition des droits, la moyenne par année de 1904 à 1907 s'est élevée à 70,418,325 kilogrammes de *cafés non torréfiés* importés en franchise de droits.

\* \*

Quant aux *cafés torréfiés* importés en Belgique pendant chacune des périodes de 4 années précédant et suivant la modification du tarif douanier, les résultats ont été encore plus frappants, en effet.

De 1900 à 1903, la moyenne par année, de *cafés torréfiés importés* en Belgique a été de 1,655,130 kilogrammes contre 307,830 kilogrammes, moyenne par année de 1904 à 1907.

\* \*

En 1903, la quantité de *café torréfié* importée en Belgique représentait 8.93 % de la quantité des *cafés non torréfiés* importés pendant la même année.

\* \*

En 1904, la quantité des *cafés torréfiés* importés en Belgique, tombe d'emblée à 0.68 % de la quantité des *cafés non torréfiés* importés.

\* \*

En 1905, la quantité de *café torréfié* importé en Belgique n'atteint plus que 0.64 % de la quantité de *café non torréfié* importée. En 1906, la proportion ne dépasse plus 0.55 % et en 1907, la quantité de *café torréfié* importée en Belgique représente moins de 0.16 % de la quantité de *cafés non torréfiés* importés pendant la même année.

\* \* \*

En résumé, la moyenne par année, des quantités de *cafés torréfiés* importés en Belgique pendant les quatre années 1900 à 1903 correspondait à 6.16 % des quantités de *cafés non torréfiés* importés en la même année, tandis que pendant la dernière période 1904 à 1907, cette moyenne n'atteint plus que 0.44 % des *cafés non torréfiés* importés en Belgique.

\* \* \*

Et c'est en présence de résultats aussi satisfaisants produits par la mise en vigueur de la loi du 28 février 1903, que les pétitionnaires viennent demander au pouvoir législatif de décréter la prohibition complète de l'importation en Belgique des *cafés torréfiés* et, comme conséquence, un privilège : un quasi monopole du café torréfié!

En ordre subsidiaire, et faute d'obtenir l'interdiction complète de l'importation en Belgique du café torréfié, les pétitionnaires demandent de porter de 10 à 25 francs par 100 kilogrammes, c'est-à-dire d'augmenter de 150 %, rien que cela, le droit d'entrée en Belgique du café torréfié. Cela ne prouve que trop clairement le but essentiellement protectionniste que poursuivent les pétitionnaires!

\* \* \*

La majorité de la Commission a refusé de se rallier à ces demandes, persuadée d'ailleurs, que la majorité des membres de la Chambre ne saurait admettre une mesure aussi injustifiable que celle de l'interdiction de l'entrée en Belgique du café torréfié.

La minorité de la Commission croit que, pas plus qu'en 1904, il n'y a lieu de défendre la coloration et l'enrobage des cafés, dans les conditions prescrites par les lois et arrêtés. Mais elle prie le Gouvernement de prescrire les mesures nécessaires pour faire mieux connaître et exécuter sévèrement les lois et les arrêtés qui règlent la vente et l'introduction en Belgique des *cafés avariés* d'eau de mer ou autrement, ainsi que la coloration, la torréfaction et l'enrobage des cafés sains, et la vente de ces produits en Belgique.

JEAN DE WINTER.



(18)

## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 23 APRIL 1908.

---

### Beteugeling van de misbruiken in den koffiehandel.

---

*Verzoekschriften van de Syndicale Vereeniging der handelaars in voedingswaren, wijn, geestrijke dranken en tabak, te Luik; van de Limburgsche Kamer van Koophandel; van de Kamer van Koophandel te Luik, ingezonden op 10 Februari, 7 April, 6 Mei en 15 Juni 1907 (n<sup>o</sup> 2686, 2708, 2748 en 2796), waarbij wordt gevraagd om eene wet, verbiedende koffie te kleuren en te glanzen, en in België beschadigde en gebrande koffie in te voeren, of voor 't geval dat niet geschiedt, den volstrekt vrijen handel in die waar.*

---

### VERSLAG

UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE, NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE  
VOOR DE NIJVERHEID (1).

---

**MIJNE HEEREN,**

In den loop van 1903, werden de Kamer der Volksvertegenwoordigers talrijke verzoekschriften toegestuurd, vragende beteugeling van de misbruiken in den koffiehandel.

De misbruiken, door de stellers van de verzoekschriften aangeklaagd, bestonden :

1<sup>o</sup> In het branden van beschadigde koffie, waardoor men aan die koffie, door kleuring en glanzing, het voorkomen geeft van gezonde en goede koffie;

2<sup>o</sup> In het invoeren van gebrande koffie, waardoor, dank zij het kleuren en glanzen, beschadigde koffie gemakkelijker in het land kan worden ingevoerd.

Die verzoekschriften werden verwezen naar de Commissie voor de Nijverheid; deze gelastte den heer Trasenster er verslag over uit te brengen.

---

(1) De Bestendige Commissie voor de Nijverheid bestaat uit de heeren DE WINTER, voorzitter, MAENHAUT, secretaris, BRADANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DE BECKER REMY, DUQUESNE, FERON, FLÉCHET, HUBERT, HUBIN, VAN LANGRONDONCK en VERHAGEN.

Reeds vóór 1903 werden de misbruiken, in den koffiehandel gepleegd, in Kamer en Senaat aangeklaagd door redenaars van alle partijen.

Ziehier, ten eerste, de korte inhoud van het verslag des heeren Trasenster, met enkele uitleggingen.

« Uit monsters, aan de commissie overhandigd, zegt de verslaggever, kon » deze zich vergewissen van de echtheid der onderstaande beweringen van » de stellers der verzoekschriften :

« Dank zij het kuischen, wasschen en scheikundig ontsmetten, het kleuren » en glanzen, bekwamen de vervalschers waarlijk verbazende uitslagen. » Van eene walgelijke waar, die ter Kamer niet te erg werd bestem- » peld met de uitdrukking « eene echte vuiligheid », maken zij, zonder » overigens het doorslecht gehalte te wijzigen, een behaaglijk en het oog » streelend voortbrengsel. Na deze vervalsching kan men onmogelijk, » zonder bijzondere kennis en zonder een nauwkeurig onderzoek, den » wezenlijken aard van die koffie ontdekken, wanneer zij gebrand wordt te » koop gesteld.

« Eenparig stelde de Commissie het kwaad vast. In verscheiden verga- » deringen onderzocht zij de voorgestelde middelen, en verschillende » meeningen werden daarover geopperd. »

In Februari 1904, toen de misbruiken werden aangeklaagd bij de Kamers, was dit punt geregeld bij de wet van 4 Augustus 1890 op de vervalsching van eetwaren en, inzonderheid voor koffie, bij het koninklijk besluit van 28 September 1891. De wet van 4 Augustus 1890 geeft de Regeering voldoende macht om het bereiden van die waren te bewaken en te verhinderen dat vervalschte of nagemaakte eetwaren worden te koop gesteld.

Het koninklijk besluit van 28 September 1891, genomen ter uitvoering van de wet, verbood onder den naam van koffie te verkoopen « andere zelf- » standigheden dan koffie, al of niet vermengd met bestanddeelen die deze » uitmaken, en in poeder of in korrels hetzelfde voorkomen als deze waar » hebben ».

Veroorloofde deze bepaling het te koop stellen van gekleurde en door middel van vreemde stoffen geglansde koffie?

Een nieuw koninklijk besluit van 30 November 1898 loste de vraag op door het veroorloven van bedoelde bewerkingen.

Dit besluit voegt aan het besluit van 1891 de volgende bepaling toe :

« Evenwel wordt veroorloofd koffie te kleuren door middel van onschade- » lijke stoffen en ze te glanzen met voedende vetwaren of suiker, onder dit » beding dat er niet meer vreemde zelfstandigheden dan 1 t. h. van het » gansche gewicht der waar aldus aan de koffie worde toegevoegd.

» Koffie, toeberaid door middel van andere onschadelijke stoffen dan » kleursel, voedende vetwaren en suiker, bij voorbeeld gomlak, mag worden » verkocht, te koop gesteld, in bezit gehouden of vervoerd tot verkoop of » aflevering, onder een opschrift dat in goed uitschijnende woorden den » aard aanduidt van de toegevoegde zelfstandigheid, bij voorbeeld : *verlakte* » *koffie*.

» Het glanzen door middel van koolwaterstofverbindingen (vaseline, paraffine, enz.) wordt voor de gezondheid schadelijk verklaard en bijgevolg verboden. »

« Dit besluit wettigt het glanzen en kleuren van koffie, doch de bepaling betreffende het opschrift werd weinig in acht genomen, — omdat het toezicht practisch onmogelijk was.

» Daar de aangeklaagde misbruiken werkelijk bestonden, kon dus de wetgeving niet als toereikend worden beschouwd.

» Verscheidene maatregelen werden voorgesteld :

» 1<sup>o</sup> Een eerste middel was het verbod om beschadigde ruwe of gebrande koffie in te voeren en op dien invoer streng toezicht te houden

» Doch men vergeet niet dat veel beschadigde koffie voortkomt van het sorteeren van slecht verzorgde ruwe koffie en dat dezer invoer onmogelijk kan worden verboden.

» 2<sup>o</sup> Een tweede middel ware het kleuren en glanzen van koffie te verbieden.

» Dit verbod, waarbij men onderstelt dat de plaatsen waar koffie wordt gebrand en geglansd onder toezicht staan, zou moeten aangevuld worden door het verbod om geglansde koffie of, wat doeltreffender zou wezen, gebrande koffie in te voeren.

» Als besluit verwierp de Commissie het verbod van glanzing, met 5 stemmen tegen 3 en 1 onthouding. »

Het glanzen door middel van voedende vetwaren, dat zelfs in het huishouden geschiedt, ten einde aan gebrande koffie haar geur te behouden, scheen weinig bezwaar op te leveren. Daarentegen vroeg de Commissie van 1903 eenparig om strenge toepassing van de bepalingen die verbieden te glanzen met voor de gezondheid schadelijke bestanddeelen.

Met 6 stemmen tegen 4 verklaarde zij zich voor het verbod om koffie te kleuren door middel van kleurstoffen en toonde zij zich geneigd om in te stemmen met het verbod tot glanzing door middel van gomlak en niet voor voeding geschikte zelfstandigheden.

Over den invoer van gebrande koffie werd niet gestemd.

Aan het verslag van den heer Trasenster was eene nota van de minderheid toegevoegd.

Een lid der Commissie gaf op om welke redenen hij zich niet kon vereenigen met het besluit van het verslag, goedgekeurd door de meerderheid der Commissie :

1<sup>o</sup> Dit lid deed opmerken dat de Regeering en de handel over 't algemeen de beste uitkomsten verwachten van de wet van 18 Februari 1903, waardoor ruwe koffie is vrijgesteld van rechten en het recht op gebrande koffie verlaagd tot 10 frank per 100 kilo.

Deze wet, afgekondigd in Februari 1903, werd eerst den 1<sup>en</sup> Januari 1904 van kracht. Dus behoort men te wachten totdat zij *bestissende uitslagen* heeft kunnen opleveren alvorens te kunnen oordeelen of later eene wijziging noodzakelijk zal wezen.

2<sup>o</sup> Tijdens de jaren 1900, 1901 en 1902 werd slechts voor gemiddeld 5.17 t. h. per jaar gebrande koffie in België ingevoerd, op de gansche hoeveelheid koffie die gedurende dat tijdvak in ons land kwam. En alles laat onderstellen dat de invoer van gebrande koffie nagenoeg onbeduidend zal worden.

Dus is het onnoodig den invoer van gebrande koffie te verbieden, want hij zal vanzelf ophouden. (Dit punt behandelen wij verder.)

3<sup>o</sup> De bestaande wetten en besluiten schijnen aan de Regeering en het gerecht de noodige macht te verschaffen om het bedrog met gebrande koffie te beteugelen.

4<sup>o</sup> Het kleuren en glanzen der koffie, dat de stellers der verzoekschriften willen doen verbieden, is eene onschadelijke bewerking, door de wet veroorloofd en in België bewaakt door Regeeringsbeambten; het wordt in alle landen gedaan. Daardoor geeft men aan de koffieboonen zekere kleur en glans en een fraai voorkomen, door er *bij het branden* eene hoogst geringe hoeveelheid kleurstoffen, gomlak of andere bij koninklijk besluit bepaalde dergelijke voortbrengselen, aan toe te voegen

Goed geglansde en gebrande koffie levert dit dubbel voordeel op dat zij langer hare natuurlijke hoedanigheden behoudt en beter beantwoordt aan de eischen der koopers.

Om deze redenen acht het lid der minderheid, dat de vraag om het kleuren en glanzen van koffie te verbieden niet genoeg is gerechtvaardigd en, al vraagt bedoeld lid dat Regeering en gerecht de noodige maatregelen nemen om te verhinderen den invoer, het in bewaring houden of den verkoop van blijkbaar bedorven of ongezonde ruwe en gebrande koffie, gered uit brand of uit verzonken ladingen of gedeelten van ladingen en voor het verbruik ongeschikt geworden, toch heeft hij gemeend niet te moeten instemmen met het besluit van het verslag.

Op de conclusiën van het verslag der Commissie van 1903 volgde geen wetsmaatregel. Overigens werd daarin op geen enkele gewezen. Doch de Regeering, rekening houdend met de opmerkingen neergeschreven in het verslag, achtte dat het kon volstaan gebruik te maken van haar recht tot verordening.

Den 30<sup>en</sup> November 1904 werd een koninklijk besluit genomen tot wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 November 1898. Dit besluit van 30 November 1904 beperkte tot 1 t. h. de dosis van de stoffen, dienende tot het glanzen of kleuren van koffie. Het nieuw koninklijk besluit deed deze beperking vervallen, doch legde als verplichting op, door middel van een opschrift aan te duiden welke zelfstandigheden, hetzij voedende of niet voedende stoffen, werden gebruikt om de koffie te glanzen.

Op dit koninklijk besluit volgde den 2<sup>en</sup> December 1904 een ministerieele omzendbrief, gericht tot den Dienst van Toezicht, waarin te lezen staat :

« Het koninklijk besluit van 30 November 1898 veroorloofde onvoorwaardelijk het te koop stellen van gekleurde koffie en van koffie geglansd « door middel van voedende vetstoffen of suiker, mits de verhouding van

- » de toegevoegde zelfstandigheden niet meer zouden bedragen dan 1 t. h.  
 » van het gewicht der waar. Door het besluit van 30 November 1904 wordt  
 » deze toelating ingetrokken. Voorlaan zal alle koffie, bewerkt met kleur-  
 » stoffen of met om 't even welke stoffen, al waren het voedingsstoffen in  
 » welke hoeveelheid ook, enkel in den handel mogen gebracht worden onder  
 » een opschrift waardoor de aard van de toegevoegde stof wordt aangewezen.  
 » Deze maatregel moest genomen worden, omdat het kleuren en het  
 » glanzen meestal het bederf van de koffie moeten verduiken en omdat  
 » aldus op die bewerkingen telkens eene verdenking weegt, al zijn ook de  
 » gebruikte stoffen onschadelijk of goed eetbaar.  
 » De klachten over de misbruiken in het kleuren en glanzen van koffie  
 » vonden weerklank in de Wetgevende Kamers waar men ernstige redenen  
 » inriep om het verbod van die bewerkingen te bekomen.  
 » *Alvorens aan de Kamer doortastende maatregelen voor te stellen, achtte*  
 » *de Regeering het nuttig, gebruik te maken van haar recht tot verordening en*  
 » *te trachten het kwaad te verhelpen door den verkoop van glanzig gemaakte*  
 » *koffie aan strenge voorwaarden te onderwerpen. »*

De wetgeving betreffende den koffiehandel behelst dus heden de volgende wetten en besluiten :

- 1<sup>o</sup> De wet van 4 Augustus 1890 op het vervalschen der eetwaren;
- 2<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 28 September 1891 houdende verbod om onder den naam van koffie te verkoopen allerlei andere waren dan koffie, al of niet met koffie of met de innerlijke bestanddeelen van koffie vermengd.  
 Die bepaling, waaruit weinig valt te besluiten aangaande het glanzen en het kleuren van koffie, liet dus de wettelijkheid dier bewerkingen in twijfel;
- 3<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 30 November 1898 waarbij het kleuren en het glanzen door middel van voedingsstoffen werd toegelaten, mits de vreemde stoffen niet 1 % van het geheele gewicht der koopwaar zouden te boven gaan;
- 4<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 30 November 1904 tot afschaffing van die beperking tot 1 %, maar met verplichte aanduiding, in een opschrift, van de stoffen die, al zijn het ook eetwaren, worden gebezigd voor het glanzen of voor het kleuren;
- 5<sup>o</sup> Den ministerieelen omzendbrief van 2 December 1907, tot opheldering en staving van voorgaande koninklijk besluit dat, volgens de laatste zinsnede van den omzendbrief, eene proef schijnt te zijn, aan het voorstellen van doortastende maatregelen voorafgaande.

Dat is de uitslag bekomen ten gevolge van de verzoekschriften der koffiehandelaars en van de verklaringen der Commissie voor de Nijverheid.

Zijn daarmee de misbruiken, waarover in de verzoekschriften van 1903 werd geklaagd, verdwenen of merkelijk verminderd?

Dat is de eerste vraag die moet worden opgelost.

Luidt het antwoord neen, dan rijst er eene tweede vraag op : Welke maatregelen moeten aan de Regeering worden voorgesteld om die misbruiken te verhelpen?

**1<sup>ste</sup> Vraag.**

De verzoekschriften, die thans (1908) aan de Commissie voor de Nijverheid zijn onderworpen, herhalen al de klachten der verzoekschriften van 1903.

Volgens die verzoekschriften is de toestand veeleer verergerd dan verbeterd.

De genomen voorzorg is niet doeltreffend, naar zij beweren :

Er worden geen opschriften op de waar geplakt, en de toezichtsdienst is niet bij machte de bepalingen van het besluit te doen nakomen.

Het is noodig, stipt te bepalen wat men verstaat onder kleuren en glanzen.

Eerst en vooral bestaat er een zeker kleuren van *ongebrande koffie*-soorten, die geen kleur genoeg hebben, en waardoor men ze gelijkmatig geel maakt. Maar die bewerking wordt in de verzoekschriften niet hoofdzakelijk bedoeld.

En toch is het wel zeker dat ongebrande koffie niet altijd met onschadelijke of plantaardige stoffen wordt gekleurd : 't is juist bij het kleuren van ongebrande koffie, dat men soms chroomgeel of chromiumzuur zink bezigde vermengd met graphiet of met Berlijnsch blauw! Wat het kleuren betreft met onschadelijke stoffen, ook daartegen zou men goede redenen tot verbod kunnen inroepen : dat kleuren geschiedt immers dikwijls om beschadiging of mindere hoedanigheid te verhelen.

Daaruit volgt dus niet dat bedoeld kleuren van ongebrande koffie door niemand wordt beknipt.

Wat de verzoekschriften echter vooral bedoelen, is het kleuren en glanzen van *gebrande koffie*.

Aan die bewerking onderwerpt men meestal min of meer beschadigde koffie-soorten en *steeds* met het doel hun het uitzicht van kostelijker koffie te geven.

Bij het branden doet men er eene warmgemaakte stof bij, die aan de boonen kleeft en hun een zelfde, schooner uitzicht geeft, eene vetstof (boter, margarine, cocosvet, plantenolie, walschot), of eene koolwaterstofverbinding (paraffine, vaseline), of eene gomstof (gommeline, dextrine, dragantgom) of eene lijmstof (timmermanslijm) of eene harsstof (gomlak, kopalhars, spiegelhars); soms voegt men er als kleurstof bij eene of ander ijzeroxydule (rooden oker, gebrande Sienna, roodkrijt, doodenkop, rood ijzeroxyde).

Vooraf dat glanzen of dat glanzendkleuren wordt aangeklaagd en vooral daartegen vragen de verzoekschriften verbod.

« Duizenden balen koffie, door het zee water beschadigd, verteerd, »  
 » beschimmeld, werden te Antwerpen op de markt gebracht, zeggen de ver- »  
 » zoekschriften. Die beschadigde waar werd het land door verspreid en »  
 » verkocht zonder het minste opschrift, derwijze dat het koninklijk besluit »  
 » van 10 December 1904 voor gevolg had, de eerlijke handelaren, die »  
 » de verordeningen willen naleven, in een blijkbaar ondergeschikten »  
 » toestand te plaatsen tegenover hunne min nauwgezette mededingers. »  
 » Overal moet de zuivere koffie onderdoen voor de beschadigde koffie, wijl »  
 » deze minder kost en door haar aantrekkelijk uitzicht hare gebreken »  
 » verstopt. »

Koffie, door zeewater beschadigd, is immers altijd min of meer verteerd, dat wil zeggen verarmd aan in 't water oplosbare bestanddeelen, namelijk aan koffiestof, het bijzonderste bestanddeel; die koffiestof gaat te loor door het weken der koffie in zeewater.

Let wel op dat die beschadigde koffie, aldus te Antwerpen aangebracht, gesorteerd werd, dat enkel de hoeveelheid min of meer tot verbruik geschikt, maar in elk geval minder goed, in den inlandschen handel werd gebracht, en dat men de verkoopers verzocht de hoedanigheid van de beschadigde koffie aan de koopers te doen kennen.

Tot staving van hunne klachten vermelden de verzoekschriften de volgende feiten :

« Toen de heer Minister van Landbouw op 23 November 1903 aan den  
 » Hoogeren Raad voor de Volksgezondheid, monsters had onderworpen van  
 » beschadigde koffie, in groote hoeveelheid in België ingevoerd, verklaarde  
 » die Raad in zijn advies van 22 Februari 1906, dat sommige monsters « *de*  
 » *kenmerken van erg bedorfs droegen. De kleur ervan was zwart of zwartach-*  
 » *tig. Ze verspreidden een hevigen, walgelijken stank. De boonen waren*  
 » *beschimmeld en de schimmel vertoonde zich niet alleen bovenop maar klom*  
 » *tot aan den hals van de flesschen. Veel boonen vielen uiteen en vergingen*  
 » *in een soort van slijm of vochtig deeg dat binnen aan de flesch kleefde.* »  
 » Dat is bedorven koffie in haren natuurlijken staat. Wij mogen ver-  
 » zekeren dat geen enkel verbruiker dergelijke waar zou aanvaarden. Het  
 » branden echter is niet voldoende om er een deugdelijk uitzicht aan te  
 » geven. Er zijn andere bewerkingen noodig. Het kleuren en glanzen is  
 » alleen bij machte het afstootende van die koffie weg te nemen. »

Er dient te worden opgemerkt dat bovenstaande beschrijving geldt voor sommige monsters bedorven koffie, genomen op het oogenblik van den invoer in België, dus vóór alle sorteering, en niet van de beschadigde koffie in 't algemeen.

Maar de verzoekschriften voegen erbij :

« Welnu, zoo de beschadigde koffie niet schadelijk is in haar natuurlijken  
 » staat, zij wordt het altijd ten gevolge van die bewerkingen. Hier nog  
 » berust onze bewering op een advies van den Hoogeren Raad voor Volks-  
 » gezondheid, onder datum van 26 November 1901. De uitslagen van de  
 » ontleding van een monster bedorven koffie samenvattende, drukt de  
 » Hoogere Raad zich uit als volgt :

» *'t Was echt uitschot, mengelmoes van onregelmatige boonen, bedorven,*  
 » *grijsachtig of zwart, meest beschimmeld, met onaangename reuk, die*  
 » *nagenoeg onuitstaanbaar werd bij het weken. De kunstmatige kleuring,*  
 » *behendig bewerkt met een mengsel van graphiet en chroomgeel, gaf er*  
 » *een zeer regelmatig uitzicht aan. Er is, onder andere, bewezen dat die*  
 » *gebrande koffie bij het opgieten eene aanzienlijke hoeveelheid loodzout*  
 » *verloor.* »

» Ziedaar de bedorven koffie op 't oogenblik dat zij in verbruik wordt  
 » geleverd.

» Chroomgeel is begrepen onder de bij het ministerieel besluit van

» 17 Juni 1894 giftig verklaarde stoffen. 't Is enkel door het toevoegen  
 » van die verschillende stoffen dat het afschuwelijk uitzicht dier koffie  
 » verdwijnt. »

't Ware misschien wat overdreven te zeggen dat beschadigde koffie *over 't algemeen schadelijk* is, in haren natuurlijken staat, en dat zij het *altijd* is ten gevolge van het kleuren en glanzen waaraan men ze noodzakelijk moet onderwerpen. De beschadigde koffie immers wordt gewoonlijk gesorteerd vóór den verkoop en, anderzijds, zijn de stoffen voor het kleuren en glanzen van al of niet gebrande koffie niet altijd giftige stoffen.

Niettemin is het waar dat de verbruiker geen waarborg hoegenaamd bezit aangaande de min of meer nauwkeurige wijze waarop die sortering geschiedt en dat, anderzijds, het kleuren en glanzen in elk geval eene daad van oneerlijke mededinging is, vermits het *op zijn minste* ten doel heeft, een min of meer gevorderd bederf of eene mindere hoedanigheid te verhelen.

Op 17 April 1903 werd door de stellers van bedoelde verzoekschriften (Syndicale bond der handelaars in eetwaren, enz., te Luik) een nieuw verzoogschrift gestuurd naar den heer Minister van Landbouw om hem te vragen alle koninklijke besluiten tot regeling van den handel in koffie in te trekken en den koffiehandel aldus volkomen vrij te laten. « De strijd tegen oneerlijke mededinging ware daardoor gemakkelijker. » Doch de heer Minister van Landbouw meende dat verzoek niet te mogen inwilligen.

Hier volgen de officieele inlichtingen aangaande het naleven der voorschriften van het besluit van 30 November 1904; zij werden mij verstrekt door den heer Minister van Landbouw in zijn schrijven van 7 Maart 1908 :

« Daar ik inlichtingen wenschte over het voldoende naleven van het  
 » voorschrift opgelegd door het besluit van 30 November 1904, heb ik in Juli  
 » laatsleden de heeren opzichters voor den handel in eetwaren verzocht,  
 » dienaangaande een onderzoek in te stellen en mij in hunne maandelijksche  
 » verslagen mede te deelen hoeveel monsters gebrande koffie zij onderzocht  
 » hadden, en hoeveel van die gekleurde of geglansde monsters het verplichte  
 » opschrift droegen. De verslagen der toezichters behelzen volgende aandui-  
 » dingen :

#### EERSTE OMSCHRIJVING.

» Het glanzen van de koffie geschiedt in 't groot; de voorschriften van het  
 » koninklijk besluit worden over 't algemeen *slecht nageleefd*.

#### 2<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

» 57 monsters koffie werden onderzocht :  
 » 24 werden onvervalscht bevonden,  
 » 6 geglansd met opschrift,  
 » 27 geglansd zonder opschrift.

#### 3<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

» 130 monsters werden onderzocht.  
 » 86 waren geglansd, waaronder het meerendeel het voorgeschreven

- » opschrift niet droegen. Veel winkeliers, vooral op het platteland, kennen
- » de verplichting niet, door het koninklijk besluit van 30 November 1904
- « opgelegd.

4<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » Zonder cijfers tot bewijs aan te halen, zegt de opzichter dat voormelde
- » bepaling goed wordt nageleefd door den groothandel, weinig door den
- » minderen groothandel en zeer slecht, om niet te zeggen volstrekt niet, door
- » den kleinhandel.

5<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » Op zijne rondreizen trof de opzichter zeer weinig geglansde koffie aan.

6<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » De opzichter onderzocht ongeveer 620 loten koffie.
- » 19 waren geglansd en droegen het opschrift.
- » 63 waren geglansd en droegen het opschrift niet.
- » De opzichter voegt er bij dat de winkeliers veeleer uit onwetendheid
- » zondigen dan uit onwil.

7<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » Meer dan 700 loten koffie werden onderzocht :
- » 20 waren geglansd, waarvan er 11 zonder opschrift waren uitgesteld;
- » Voor 5 was het opschrift weggevallen of slecht geplaatst.

8<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » 183 loten werden onderzocht.
- » 36 waren geglansd en droegen het opschrift.
- » 26 waren geglansd en droegen het opschrift niet.

9<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » De opzichter vond slechts 4 geglansde koffiesoorten die geen opschrift
- » hadden.
- » Over 't algemeen wordt in die omschrijving verlakte en gekleurde koffie
- » zeer slecht verkocht.

10<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » 150 loten werden onderzocht; buiten 8, waren alle onvervalscht.
- » Van die 8 geglansde koffiesoorten, waren er 2 zonder opschrift.

12<sup>o</sup> OMSCHRIJVING.

- » De opzichter trof geen geglansde koffie aan op een vijftigtal onderzochte
- » loten.
- » Kortom, de toestand schijnt voldoende in zeven omschrijvingen op
- » twaalf.
- » In de andere vijf wordt er nogal veel geglansde koffie zonder opschrift
- » verkocht. »

De toestand is dus dezelfde als in 1903. Het laatst genomen koninklijk besluit leverde geen voldoende uitslag op. De toezichtsdienst kan niet overal te gelijk werkzaam zijn. Ofwel zijn er geen opschriften, ofwel laat men ze met opzet of door nalatigheid wegvallen.

Het antwoord op de eerste vraag : *Levert de wetgeving, verbeterd bij koninklijk besluit van 30 November 1904 en bij ministerieelen omzendbrief van 2 December 1904, den gewenschten uitslag op, namelijk de verdwijning of de vermindering der misbruiken, waarover de verzoekschriften van 1903 klaagden* — dat antwoord LUIDT NEEN.

*De misbruiken, waarover zij klaagden, zijn niet verdwenen, zelfs niet genoegzaam verminderd.*

## 2<sup>e</sup> Vraag.

Welke maatregelen dienen aan de Regeering of de wetgeving te worden voorgesteld om de vastgestelde misbruiken in den koffiehandel te verhelpen?

Op 6 Maart 1907, richtte de heer Maenhaut tot den heer Minister van Landbouw de volgende vraag :

« In den koffiehandel worden dagelijks echt schandalige misbruiken »  
» gepleegd. Men verkoopt beschadigde, gekleurde en geglansde koffiesoorten. Dat euvel duurt voort, alhoewel er in deze Kamer sedert 1903 de »  
» aandacht werd op ingeroepen.

» Zal de heer Minister geen volstrekt verbod uitvaardigen, de koffie te »  
» kleuren en te glanzen, in België beschadigde koffie en dienvolgens »  
» gebrande koffie in te voeren? »

Ter vergadering van 12 Maart 1907 antwoordde de heer Minister van Landbouw als volgt :

« Slechts eene nieuwe wet kan volstrekt verbieden koffie te kleuren en te »  
» glanzen, alsmede gebrande koffie te verkoopen of ten minste in te voeren.

» Er valt op te merken, dat de invoer van gebrande koffie, die »  
» 1,932,121 kilo bedroeg in 1903, in 1906 slechts 293,443 kilo beliep, »  
» tegen 53,702,643 kilo ongebrande koffie.

» De achtbare heer Maenhaut schijnt eene verkeerde meening te hebben »  
» aangaande het gevaar dat de handel in beschadigde koffie kan opleveren »  
» voor de volksgezondheid.

» De averij aan koffie is soms maar eene lichte schade, die enkel invloed »  
» heeft op de hoedanigheid, doch de gezondheid bij het drinken der koffie »  
» niet schaadt.

» Zoo zeer beschadigde koffie dat zij gansch bedorven is, mag niet in »  
» den handel komen. »

Uit het antwoord van den heer Minister blijkt :

1<sup>o</sup> Dat eene nieuwe wet noodig is om het kleuren en glanzen, alsook het invoeren van gebrande koffie te verbieden. Er kan geen sprake van zijn, den verkoop dezer laatste te verbieden.

De behoefte aan een bijzondere wet vloeit voort uit de wet van 4 Augustus 1890, waarbij de Regeering enkel gemachtigd is den handel in eetwaren te

regelen en, bij hunne bereiding, het gebruik van *voor de gezondheid schadelijke stoffen te verbieden*. De thans van kracht zijnde koninklijke besluiten verbieden het kleuren of glanzen der koffie met behulp van schadelijke stoffen; op dien weg kan men niet verder gaan krachtens de bevoegdheid, bepaald door de wet van 4 Augustus 1890.

2<sup>o</sup> De Minister doet opmerken dat de invoer van gebrande koffie jaarlijks vermindert en eerlang op niets zal dalen.

Uit die verklaring vloeit voort dat het nutteloos is, den invoer van gebrande koffie te verbieden. Die zal vanzelf verdwijnen.

De verzoekers antwoorden :

Verbiedt men het glanzen en kleuren, zonder den invoer van gebrande koffie te verbieden, *dan zullen de talrijke fabrieken voor het branden van koffie, in onze grensstreek door vreemdelingen opgericht* (waarop het verslag van den heer Trasenster wees), naar den overkant der grens worden verplaatst en hare producten in België blijven invoeren. De winst zal worden vermindert met 10 frank per 100 kilo, maar zal toch nog voldoende blijven.

Dus is het verbod van glanzen en kleuren, zonder het verbod van invoer, slechts een bedrieglijke maatregel die zonder gevolg zal blijven.

Volgens de belanghebbenden wordt beschadigde	
koffie verkocht tegen . . . . .	50 tot 60 fr. de 100 kil.
Het branden kan kosten . . . . .	15 fr. de 100 kil.
<hr/>	
Kostende prijs . . . . .	65 tot 75 fr. de 100 kil.
Invoerrecht in België . . . . .	10 fr.
Kostende prijs in België . . . . .	75 tot 85 fr. de 100 kil.
<hr/>	
Terwijl gewone, onvervalschte gebrande koffie, gemiddeld kost . . . . .	125 fr. de 100 kil.
<hr/>	
Verschil . . . . .	40 tot 50 fr. de 100 kil.

Men ziet dat de verrichting winstgevend blijft.

3<sup>o</sup> De heer Minister doet opmerken dat beschadigde koffie, eenmaal gebrand, niet meer schadelijk is voor de openbare gezondheid.

Niemand beweert het tegendeel. De gebrande koffie, niet gekleurd of geglaasd, is niet gevaarlijk, vooreerst omdat het branden de schadelijke kleuren doet verdwijnen en vervolgens omdat zij, ongekleurd en ongeglasd gebrand zijnde, geen koopers zou vinden.

4<sup>o</sup> De heer Minister verklaart dat koffie, dermate beschadigd dat zij bedorven is, niet in den handel mag worden gebracht.

Dit verbod wordt waarschijnlijk nageleefd voor ruwe koffie, doch daarover klaagt men niet : men klaagt over beschadigde koffie, die misschien niet bedorven genoeg is om door het bestuur te worden afgekeurd of bedrieglijk buiten weten van het bestuur wordt aangekocht, en die, vervormd in gebrande koffie, goed van uitzicht, in den handel wordt gebracht.

### Besluiten.

Uit het voorgaande kan men gemakkelijk de besluiten afleiden.

Geen enkele proefneming van wetgeving tot hiertoe bracht volstrekte voldoening. De kwaal nam weinig af.

Een doelmatiger hulpmiddel ware het glanzen en kleuren van ruwe of gebrande koffie te verbieden.

Maar dat verbod ware dan nog een hersenschimmig middel, wanneer men daarmede niet doet samengaan het verbod van invoer der gebrande koffie; immers, na het branden, valt het glanzen en kleuren zeer moeilijk te bewijzen, wijl die bewerkingen buiten in stede van binnen onze grenzen zouden geschieden.

Ware 't anders, lieten de ontledingsmiddelen toe gemakkelijk en ras te onderscheiden of koffie al dan niet gekleurd en geglansd is, dan zou het verbod van invoer van gebrande koffie geen reden van bestaan meer hebben.

Zoolang dat niet zoo is, moet het verbod van invoer dat van glanzen en kleuren staven, tenzij men den invoer zeer moeilijk maakte door verhooging van het invoerrecht, bijvoorbeeld van 10 tot 25 frank per 100 kilo.

Wil men die maatregelen niet nemen, dan vragen de ondertekenaars der verzoekschriften dat men elke wet afschaffe en den koffiehandel vrij en zonder toezicht late. Dat ware den weg vrij laten voor vervalsching, maar dan toch zullen de koopers verwittigd zijn dat zij zich zelf moeten beschermen.

\* \* \*

De stemmen van de leden der Commissie voor de Nijverheid, aanwezig in de zitting, waren verdeeld als volgt:

1<sup>o</sup> Het verbod van invoer van gebrande koffie : 7 stemmen tegen 1 onthouding;

2<sup>o</sup> het volstrekt verbod van glanzen en kleuren : 4 tegen en 4 voor.

De Commissie verzoekt eenparig de Regeering, de strengste maatregelen te nemen om de voorschriften te doen naleven en de verschillende wijzen van vervalsching en bedrog te keer te gaan.

*De Verslaggever,*  
JUL. DALLEMAGNE.

*De Voorzitter,*  
JAN DE WINTER.

## NOTA VAN DE MINDERHEID.

Dezelfde redenen, die in 1904 de minderheid beletten toe te treden tot de besluiten der Bestendige Commissie voor de Nijverheid, bestaan thans nog.

De vooruitzichten van de minderheid aangaande de gunstige uitslagen die de wet van 18 Februari 1903 moest opleveren, zijn uitgevallen en beletten haar de besluiten van bovenstaand verslag aan te nemen.

Al de leden der Commissie erkennen dat het algemeen belang en de volksgezondheid vereischen, dat vervalsching en bedrog in den koffiëhandel zoo streng mogelijk beteugeld worden. Doch de minderheid is van meening dat de bestaande wetten en besluiten aan de Regeering en het gerecht wapenen genoeg ter hand stellen om, mits krachtige toepassing, de misbruiken waarover de verzoekschriften niet zonder overdrijving klagen, met goeder, zooniet volledigen uitslag te keer te gaan.

Zooals de minderheid der Commissie in 1904 reeds deed opmerken, heeft goed geglansde en goed gebrande koffië het dubbel voordeel, langer haar geur en hare natuurlijke eigenschappen te bewaren en beantwoordt zij aldus beter aan de voorkeur en de eischen der koopers met wie, in elk geval, in België en elders de handel en de nijverheid verplicht zijn af te rekenen, in stede van er over te kibbelen en tegen in te gaan.

\* \* \*

Wat betreft de gunstige uitslagen der wet van 18 Februari 1903 en die van het toezicht door de Regeering gehouden over de uitvoering der bestaande wetten en besluiten, uit de inlichtingen der Regeering blijkt dat, over 't algemeen, de voorgeschreven bepalingen goed nageleefd worden door den groothandel in koffië, dat het branden en glanzen meer en meer gebeurt in eenige groote fabrieken die daarvan hare bijzondere nijverheid maken en waar toezicht gemakkelijk en doeltreffend gehouden kan worden.

Zoo de kleinhandel het plaatsen van opschriften op tekoopgestelde geglansde koffië wel eens verzuimt, dan is veeleer onwetendheid dan kwade trouw daarvan de oorzaak. Vele winkeliers, vooral op het platteland, kennen de opgelegde voorschriften niet, en wellicht zou men het gewenschte doel bereiken door wat meer openbaarheid te geven aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 November 1904.

Overigens, indien de voorschriften, die het branden, glanzen, kleuren, uitstellen en verkoopen van koffie regelen, niet toereikend of doeltreffend zijn, is het de plicht der Regeering andere wetten en besluiten uit tevaardigen, die krachtig genoeg zijn om misbruik en bedrog te doen ophouden.

Voorzeker is het noodig, en al de leden der Commissie zijn het daarover eens, dat de eerlijke handel beschermd wordt en dat men diegenen straffe, die bedrieglijke of voor de volksgezondheid schadelijke middelen aanwenden.

\* \* \*

Koffie door zeewater beschadigd of voortkomende uit een brand — de hoeveelheid daarvan bereikt lang niet het honderdste deel van de in België verbruikte gezonde koffie — wordt altijd of schier altijd openbaar geveild voor rekening van de verzekeraars. Aldus kunnen de beambten, met het toezicht der eetwaren belast, er het oog op houden.

De Regeering is dus in dat opzicht sterk genoeg gewapend.

\* \* \*

Hetzelfde geldt voor in België ingevoerde beschadigde koffie. De Regeering heeft de noodige middelen bij de hand om te beletten dat klaarblijkend slechte waar in het land of in het verbruik komt. De Regeering hoeft slechts streng toezicht te houden en de bestaande wetten en besluiten te doen uitvoeren.

\* \* \*

De verzoekers vroegen daarenboven, en wel meer bepaald, dat het volstrekt verboden zou worden, *gebrande koffie* in België in te voeren.

Dit verbod schijnt hun hoogst noodig en is dan ook het hoofddoel van hun verzoek.

Hier geldt het toch wel een hoogst gewichtigen maatregel die voor de koffieverbruikers in België, en dat zijn wel nagenoeg alle inwoners, een monopolie van gebrande koffie in België en ongetwijfeld eene verhooging van den prijs van de koffie voor gevolg zou hebben.

\* \* \*

Wat er ook van zij, het is van belang vast te stellen dat de wet van 18 Februari 1903, van kracht geworden op 1 Januari 1904 (waarbij alle invoerrechten op ruwe koffie werden afgeschafte en de rechten op gebrande koffie van 13 frank tot 10 frank de 100 kilo werden verminderd) voor gevolg heeft gehad, den invoer van ruwe koffie te vermeerderen en dien van gebrande koffie te verminderen op aanzienlijke schaal.

Ziehier, volgens de officieele statistiek, de hoeveelheid en de waarde van in België ingevoerde ruwe koffie gedurende den termijn van de laatste vier jaren (1900-1903) toen de koffie 10 frank invoerrechten moest betalen.

Ongebrande koffie in België ingevoerd.

1900 . . . . .	23,129,517 kil., waarde	30,155,000 frank.
1901 . . . . .	30,984,258 —	31,702,000 —
1902 . . . . .	29,678,145 —	29,678,000 —
1903 . . . . .	21,617,021 —	21,617,000 —

TOTAAL . . . 107,408,941 kil., waarde 113,152,000 frank.

Of jaarlijks gemiddeld 26,852,235 kilogram ongebrande koffie, hebbende gemiddeld eene waarde van 28,288,000 frank, ingevoerd van 1900 tot 1903.

\* \* \*

Na de afschaffing der invoerrechten, zijnde vier jaar 1904-1907, bedroeg de hoeveelheid in België vrij ingevoerde ongebrande koffie :

Ongebrande koffie in België ingevoerd.

1904 . . . . .	69,555,967 kil., waarde	71,293,000 frank.
1905 . . . . .	43,046,421 —	46,173,000 —
1906 . . . . .	53,702,643 —	53,860,000 —
1907 . . . . .	113,368,269 —	113,959,000 —

TOTAAL . . . 281,673,300 kil., waarde 287,287,000 frank.

Of jaarlijks gemiddeld 70,418,325 kilogram ongebrande koffie hebbende gemiddeld eene waarde van 71,821,750 frank, en in België ingevoerd binnen de jaren 1904-1907, dat wil zeggen sedert de afschaffing der invoerrechten.

\* \* \*

Vergelijken wij nu bij die hoeveelheden de hoeveelheid gebrande koffie, in België ingevoerd gedurende de twee zelfde termijnen van vier jaar.

Gebrande koffie in België ingevoerd van 1900 tot 1903 mits 13 frank invoerrechten de 100 kilo.

1900 . . . . .	1,107,854 kil., waarde	1,329,400 frank.
1901 . . . . .	1,661,460 —	1,861,000 —
1902 . . . . .	1,919,533 —	2,493,000 —
1903 . . . . .	1,931,695 —	2,511,000 —

TOTAAL . . . 6,620,522 kil., waarde 8,196,400 frank.

Of jaarlijks gemiddeld 1,655,130 kilogram gebrande koffie, hebbende gemiddeld eene waarde van 2,049,100 frank, ingevoerd in België gedurende de vier jaar 1900-1903.

\* \* \*

Na de vermindering der invoerrechten van 13 tot 10 frank de 100 kilogram, bedroeg de hoeveelheid *gebrande koffie*, in België ingevoerd :

1904 . . . . .	472,844 kil., waarde	615,000 frank
1905 . . . . .	286,265 —	372,000 —
1906 . . . . .	293,445 —	381,000 —
1907 . . . . .	178,767 —	232,000 —
TOTAAL . . . . .	1,231,319 kil., waarde	1,600,000 frank.

Of jaarlijks gemiddeld 307,850 kilogram *gebrande koffie*, hebbende eene waarde van 400,000 frank, ingevoerd in België van 1904 tot 1907.

\* \* \*

Daaruit volgt dat de wet van 18 Februari 1903, van kracht sedert 1 Januari 1904, uitnemende uitslagen heeft opgeleverd, want van 26,852,235 kilogram *ongebrende koffie*, zijnde gemiddeld de *jaarlijksche hoeveelheid* gedurende den termijn van 1900 tot 1903, dat wil zeggen vóór de afschaffing der invoerrechten, steeg de vrije invoer van 1904 tot 1907 tot 70,448,325 kilogram

\* \* \*

Voor de *gebrande koffie*, in België ingevoerd, gedurende de termijnen vóór en na de vermindering der invoerrechten, zijn de uitslagen nog treffender.

Van 1900 tot 1903 bedroeg de hoeveelheid *ingevoerde gebrande koffie* gemiddeld 1,655,130 kilogram 's jaars tegen 307,850 kilogram gemiddeld 's jaars van 1904 tot 1907.

\* \* \*

In 1903 vertegenwoordigde de in België ingevoerde *gebrande koffie* 8.93 % van de hoeveelheid ingevoerde *ongebrende koffie* in hetzelfde jaar.

\* \* \*

In 1904 valt de hoeveelheid *gebrande koffie*, in België ingevoerd, tot 0.68 % van de ingevoerde hoeveelheid *ongebrende*.

\* \* \*

In 1905 bereikt de ingevoerde *gebrande koffie* slechts 0.64 % van de ingevoerde hoeveelheid *ongebrende*. In 1906 overschrijdt de verhouding niet 0.55 % en in 1907 vertegenwoordigt de invoer van *gebrande koffie* in België minder dan 0.16 % van de ingevoerde hoeveelheid *ongebrende* in hetzelfde jaar.

\* \* \*

Kortom, gedurende de vier jaren (1900 tot 1903) vertegenwoordigde de invoer van *gebrande koffie* in België 6.16 % van de ingevoerde hoeveelheid, *ongebrende koffie* in hetzelfde jaar, terwijl gedurende den laatsten termijn (1904 tot 1907) het middelcijfer nog slechts 0.44 % bereikt van de in België ingevoerde *ongebrende koffie*.

\* \* \*

En na zulke voldoende uitslagen van de toepassing der wet van 28 Februari 1903 komen de onderteekenaars der verzoekschriften aan de wetgevende macht het volstreekte verbod vragen, *gebrande koffie* in België in te voeren, en als gevolg daarvan, een voorrecht : zooveel als het monopolie van *gebrande koffie*.

In de tweede plaats, zoo de invoer van *gebrande koffie* in België niet volstrekt wordt verboden, verzoeken de aanvragers het recht van invoer in België op *gebrande koffie* te brengen van 10 op 25 frank de 100 kilogram, dat is : eene verhooging van 150 %, niets minder. 't Is dus al te klaar dat de verzoekers bepaald protectionistische inzichten hadden.

\* \* \*

De meerderheid der Commissie weigerde deze vragen in te willigen, daar zij overtuigd was dat de meerderheid der Kamerleden zulken onbillijken maatregel, als het verbod van invoer van *gebrande koffie*, niet zou aannemen.

De minderheid der Commissie drukt daarenboven de meening uit, dat er thans, zomin als in 1904, redenen bestaan om het kleuren en glanzen van *koffie* te verbieden onder de voorwaarden, door wetten en besluiten voorgeschreven. Doch zij drukt den wensch uit dat de Regeering de noodige maatregelen zou nemen om beter bekend te maken en strenger te doen uitvoeren de wetten en besluiten tot regeling van den verkoop en den invoer in België *van koffie* door zeewater of anderszins *beschadigd*, zoowel als van het kleuren en het glanzen van onbeschadigde *koffie*, en den verkoop van die waren in België.

JAN DE WINTER.

